



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Non-titulaires assez de brutalité !

Depuis plusieurs jours, une partie des enseignant·es contractuel·les de l'Académie de Versailles reçoit un message type qui loue « *l'engagement dont* » les collègues ont « *témoigné durant cette année scolaire très particulière* » ainsi que leur « *investissement auprès des élèves* » qui a « *contribué à la qualité de l'enseignement* », puis leur annonce que l'administration n'est pas « *en mesure de [leur] proposer un nouveau contrat* ».

La brutalité de ce message est scandaleuse. Il est incompréhensible puisque les besoins sont toujours là. L'administration reconnaît que certain·es de ces collègues pourraient être contacté·es en août ou en septembre. En envoyant un tel message elle reconnaît tacitement qu'elle veut se couvrir face à son obligation de notifier « *son intention de renouveler ou non le contrat au plus tard* » « *deux mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée supérieure ou égale à deux ans* ». En effet, le non-respect du délai de préavis (...) peut engager la responsabilité de l'administration, même si, malheureusement, celui-ci ne peut entraîner l'illégalité de la décision de non renouvellement.

Les besoins d'enseignant·es sont bien réels, surtout depuis la baisse constante des moyens en personnels enseignants depuis plusieurs années malgré l'augmentation du nombre d'élèves. Visiblement, l'administration veut remplacer une partie des personnels non-titulaires par des étudiant·es en formation payés 865 euros brut mensuels. Pour l'éducation nationale, ses personnels en formation ne sont donc qu'une main d'œuvre précaire de plus !

Les enseignant·es contractuel·les qui ont œuvré dans un contexte très compliqué pour assurer la qualité du service public d'enseignement doivent être renouvelé·es en urgence. Après ces deux années compliquées, la FSU et la CGT Éducation revendiquent un plan d'urgence pour la rentrée 2021 et un plan massif de titularisation. Nous demandons également un recrutement en urgence d'agents à la division des personnels enseignants (DPE) pour améliorer et réhumaniser le traitement des dossiers.

La FSU et la CGT Educ'action Versailles vont demander une audience auprès de la rectrice pour porter les revendications des non-titulaires et appellent au rassemblement mercredi 7 juillet à 10 heures au rectorat.

